

Nous avons oublié les fleuves !

Le large et fructueux débat qui accompagne la COP21 dresse l'inventaire de toutes les améliorations possibles, dans l'habitat, les transports, le tri des déchets, les habitudes de consommation, la production d'énergie... Avec retard, les questions maritimes ont fini par être évoquées avec l'importance qu'elles méritent. Mais des acteurs majeurs de nos existences ont été oubliés : les rivières et les fleuves. Et pourtant, c'est sur leurs rives que la majorité de l'espèce humaine s'est rassemblée depuis la nuit des temps. Et pourtant, ces cours d'eau, et d'abord les plus grands, portent en eux une partie des réponses aux changements climatiques. Pourquoi ne pas traiter la question des fleuves ? Pourquoi n'avoir pas pris en compte ce qui avait motivé les hommes à s'installer au bord de ces étres ? Pourquoi avoir pris le problème à l'envers ?

Traités avec plus de respect, exploités avec plus d'ambition, ils pourraient contribuer au nouveau mode de développement que chacun sait nécessaire.

Pour réparer cette absence, nous, amis et gestionnaires des fleuves du monde entier, nous sommes réunis, sur l'impulsion de CNR (la Compagnie nationale du Rhône), au travers des Initiatives pour l'avenir des grands fleuves, et lançons sept initiatives.

1) Relancer le transport fluvial
Pourquoi, à la suite de l'action de quels lobbies, routiers ou ferroviaires, ce mode de transport demeure-t-il si dédaigné ? L'addition est pourtant simple : chaque barge de 2 000 tonnes remplace quatre-vingts camions. Et les croisières touristiques deviennent, pour les territoires, une source croissante de revenus.

2) Réévaluer le potentiel de l'énergie hydroélectrique
Pourquoi sont-ils encore si nombreux les opposants au principe même des barrages ? Certains de ces équipements, construits sans réflexion ni concertation, agressent impudemment les populations locales et la nature environnante. Mais la preuve est

» Pourquoi, à la suite de l'action de quels lobbies, routiers ou ferroviaires, ce mode de transport demeure-t-il si dédaigné ? L'addition est pourtant simple : chaque barge de 2 000 tonnes remplace quatre-vingts camions »

maintenant fournie qu'on peut limiter ces atteintes. L'énergie offerte par l'eau, non contente d'être par nature renouvelable, n'ajoute pas le moindre gramme au gaz à effet de serre. Et de quelle autre ressource que l'hydroélectricité disposeraient des pays enclavés, tels que le Paraguay et le Laos ?

3) Lutter, ensemble, contre les inondations
Est-il acceptable qu'on meure encore noyé ? L'eau ne monte pas sans prévenir. Les capacités de prévision météorologique sont très variables. Pourquoi ne pas échanger les compétences ? Pourquoi ne pas recueillir et suivre l'exemple des villes qui ont su le mieux gérer ces périls, dont les nations en développement n'ont pas le monopole ? En 1962, une inondation terrible tua 300 personnes à Hambourg. Une formidable rénovation urbaine s'est ensuivie. Les solutions techniques existent qui doivent s'allier avec la maîtrise du foncier, laquelle implique des progrès dans la gestion du risque et des réformes de la gouvernance.

4) Traiter les eaux usées avant de les rejeter
Nous buvons, disait Pasteur, 80 % de nos maladies. Les fleuves, sources de vie, sont aussi des vecteurs de mort. Un état de la situation s'impose.

Sans complaisance. Et un catalogue des actions possibles, avec leurs coûts mais aussi leurs résultats déjà constatés dans de nombreux pays.

5) Le fleuve est la maison des poissons, il faut la protéger
Dans de nombreux pays, la pêche nourrit les hommes. Les barrages doivent respecter cette richesse en n'arrêtant pas la continuité des eaux. L'ouvrage de Xayaburi au Laos offrit aux poissons trois parcours possibles via un « ascenseur », une échelle ou un parcours

au sein même de l'ouvrage principal.
6) Le fleuve est la boisson des plantes, il faut mieux irriguer
Sans eau, pas de vie donc pas de plante et pas de nourriture. Mais à quels moments précis irriguer et à quels endroits du sol ? Les bonnes

pratiques existent. Pourquoi ne pas les partager ? Pourquoi ne pas imiter, par exemple, les agricultures de la Drôme, dont la diversité culturelle est la plus riche de France ?

7) Défendre les deltas
Ils sont toujours, et notamment en Asie du Sud-Est, les greniers de la région. Et partout, ils sont menacés. Par le moindre apport de sédiments, du fait de la multiplication des barrages en amont. Et par la montée du niveau de la mer, qui apporte le sel avec elle. Les dignes ne suffisent pas. Une mobilisation générale devient nécessaire, qui va de la recherche agronomique à la restauration des mangroves ; personne n'a trouvé mieux pour protéger les rivages des violences de l'océan.
Ces sept initiatives, qui ne vont pas cesser d'être développées et précisées, se traduisent déjà par des collaborations concrètes et ont été présentées aux acteurs de la COP21. Immense est le chantier. Répétons-le : les fleuves sont pour nous tous, et pour le meilleur comme pour le pire, des partenaires essentiels. Donnons-leur toute l'attention qu'ils méritent.
C'est la raison pour laquelle nous avons demandé à Laurent Fabius et Ségolène Royal de donner, dans le cadre des négociations de la COP21, toute leur place aux fleuves.
Du Canada au Laos, du Paraguay au Bangladesh, de la France au Sénégal, des réponses existent et peuvent exister pour contribuer à la lutte contre le changement climatique et à la transition énergétique. Faisons en sorte que les fleuves et les rivières ne restent pas les oubliés de la COP21.

Lire aussi PAGES 18 ET 19



ERIQ ORSENNA

Écrivain et membre de l'Académie française, le président des Initiatives pour l'avenir des grands fleuves cosigne avec un collectif de personnalités un appel en faveur d'une plus importante exploitation des cours d'eau.

* Signataires : Ricardo Alvarez, coordinateur juridique international des Hidrovias d'Amérique latine ; Elisabeth Ayrault, PDG de CNR ; Madine

» L'énergie offerte par l'eau, non contente d'être par nature renouvelable, n'ajoute pas le moindre gramme au gaz à effet de serre. Et de quelle autre ressource que l'hydroélectricité disposeraient des pays enclavés, tels que le Paraguay et le Laos ? »

Ba, secrétaire général, OMVS (Sénégal) ; Daniel Dagenais, vice-président aux opérations, Port de Montréal ; Bernd Gundermann, urbaniste et fondateur d'Urban Group ; Mohammad Mozammel Haque, président, BIWTA (Bangladesh) ; Sergio Makrakis, environnementaliste ; Ghislain de Marsily, hydrologue et membre de l'Académie des sciences ; Tamsir Ndiaye, DG de la Soged (Sénégal) ; Alfredo Sese, secrétaire technique des transports et de l'infrastructure de Bolsa de Comercio Rosario (BGR) ; Viraphon Viravong, vice-ministre de l'Énergie et des Mines de la République démocratique populaire du Laos.

Électrifier l'Afrique : plus simple qu'on ne croit !

Imaginez une épicerie dans laquelle vous pourriez acheter des aliments et des boissons fraîches mais aussi louer des batteries et des lampes solaires, accéder à Internet, recharger des téléphones portables, louer des espaces de réfrigération. Déjà vu ? Pas pour les clients ivoiriens ou burkinabés de l'entreprise Station Energy qui accèdent ainsi, depuis peu, aux services énergétiques même dans les villages les plus reculés. La start-up kényane M-KoPa propose, quant à elle, d'acheter de l'énergie solaire à l'heure, dans un pays où la majorité de la population n'a pas accès à l'électricité. Chaque kit permet d'éclairer trois ampoules, pour l'équivalent de 43 centimes d'euros par jour environ, et de se passer ainsi des dangereuses et polluantes lampes à pétrole. Le cap des 150 000 foyers équipés a déjà été dépassé. Quand on parle de l'électrification d'un continent, on pense spontanément

à de grands réseaux centralisés : construction de kilomètres de lignes électriques et de grosses centrales sur le modèle de ce qui a été fait en Occident. Pourtant, les initiatives

» Le photovoltaïque est facilement et rapidement déployable au plus près des populations. Les installations mises en place pourront à terme être interconnectées à un réseau électrique national construit par étapes »

comme celles de Station Energy ou de M-KoPa montrent qu'une autre voie est possible. Et même souhaitable, car elle s'appuie sur les spécificités locales et la façon de vivre de chaque peuple. Le développement de petites installations solaires couplées à des batteries permettrait de couvrir les premiers besoins, sans attendre les décennies nécessaires à la construction de réseaux électriques. Il faut comprendre, en effet, que l'important n'est pas tant l'électricité que les services qu'elle offre : l'éclairage, la conservation des aliments ou des médicaments, la recharge

de téléphones portables ou l'accès à Internet, l'irrigation, les fonctionnalités d'un hôpital, etc. Et si l'Afrique manque cruellement d'électricité, elle est riche de son soleil !

Une telle (r)évolution a déjà eu lieu dans le domaine des communications : les téléphones portables sont partout en Afrique, contribuent au développement de la vie économique et ont évité le long et coûteux développement d'infrastructures classiques. Le photovoltaïque a un potentiel similaire. Il permet d'alimenter ici quelques ampoules, là des centaines de foyers via de grosses centrales solaires. Il est facilement et rapidement déployable au plus près des populations. Les installations mises en place pourront à terme être interconnectées à un réseau électrique national construit par étape.

La page de l'histoire électrique des pays d'Afrique reste largement

à écrire : laissons-les développer le réseau du XXIe siècle. Un réseau configuré pour les énergies renouvelables, intégrant les potentiels du pilotage de la consommation et le stockage. Ne faisons pas l'erreur de reproduire les réseaux électriques occidentaux conçus avec les moyens et technologies du XXe siècle.

Il s'agit donc d'orienter résolument les politiques publiques vers l'appui des PME locales qui proposent des solutions adaptées aux besoins réels des populations, puis d'envisager de véritables partenariats entre ces acteurs locaux et les opérateurs occidentaux pouvant amener expertise et savoir-faire. Ainsi, le photovoltaïque se déploierait rapidement, et améliorerait le niveau de vie des populations en respectant les spécificités africaines. Soyons pragmatiques : n'attendons pas 2020 ou 2030 alors que nous pouvons agir dès aujourd'hui pour améliorer très concrètement les conditions de vie de dizaines de millions de gens !

Jean-Louis Borloo est président d'Énergies pour l'Afrique ; Nicolas Hulot, envoyé spécial pour la protection de la planète.



JEAN-LOUIS BORLOO ET NICOLAS HULOT

L'ancien ministre d'État et le président de la Fondation Nicolas Hulot, pour la nature et l'homme plaident pour le développement prioritaire de centrales solaires sur le continent africain.



E-SANTÉ 2016

NOUVELLES STRATÉGIES DIGITALES



Conférence le 26 janvier 2016
La Maison Champs-Élysées - Paris
Programme et inscription sur : www.combenchmark.com/conference